[Proteste gegen Zementkonzern: Schwere Vorwürfe Holcim wegen Ausbeutung (blick.ch)](https://www.blick.ch/wirtschaft/schwere-vorwuerfe-gegen-schweizer-zementkonzern-holcim-beutet-uns-aus-id16512526.html" \t "_blank)

**De graves accusations portées contre le groupe cimentier suisse**

**« Holcim nous exploite ! »**

**Holcim a distribué plus d’un milliard de francs suisses de dividendes à ses actionnaires. Le géant du ciment réalise également des économies sur le dos de ses employés. Les travailleurs manifestent contre les licenciements et portent l’affaire en justice.**

**Danny Schlumpf**

*Légendes des sept photos :*

*Photo 1. Des manifestations ont été organisées après les licenciements de masse à l’usine d’Holcim à Davao, aux Philippines.*

*Photo 2. L’Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB) accuse Holcim de violer les droits de ses employés.*

*Photo 3. 141 contractuels ont été licenciés à l’usine d’Holcim à Davao.*

*Photo 4. « Cela a été un choc », déclare Gilbert Dusal, qui a été licencié.*

*Photo 5. « Le groupe a tout intérêt à nous faire taire », déclare Michael Ibanez, un syndicaliste.*

*Photo 7. Selon le syndicat, les événements de Davao ne constituent pas un incident isolé pour Holcim.*

*Photo 8. Holcim conteste, affirmant œuvrer en pleine conformité avec les lois du travail du pays concerné ainsi qu’avec les directives internationales.*

Dans le monde entier, les gouvernements annoncent de vastes programmes de relance pour stimuler l’économie. C’est là une bonne nouvelle pour Holcim, le plus grand groupe cimentier du monde : pour construire, il faut du béton.

C’est pourquoi l’entreprise suisse semblait confiante lors de son assemblée générale annuelle mardi dernier, alors que ses ventes ont chuté de 13 % pendant l’année de pandémie qui s’est écoulée. Les actionnaires peuvent en effet se frotter les mains : ils encaissent des dividendes atteignant 1,2 milliard de francs suisses au total.

Cette nouvelle est surprenante, étant donné que le groupe est actuellement en pleine transformation en réaction aux changements climatiques. La fabrication du ciment est responsable de 8 % des émissions totales de gaz à effet de serre. Les cimentiers doivent donc passer à la production de béton neutre en carbone, ce qui a un coût.

**Faire des économies en réduisant les effectifs**

Comment faire des économies, si ce n’est en réduisant les dividendes ?

En faisant des coupes dans les effectifs, pour commencer. Holcim a réduit les effectifs de ses usines en Indonésie, en Malaisie, au Sri Lanka, au Viet Nam et à Singapour. Le Brésil serait le suivant, selon les rumeurs.

D’après l’entreprise, la baisse des ventes est la principale raison de la réduction des effectifs, qui sont passés de 100 000  à 70 000 travailleurs au cours des cinq dernières années.

### Sept jours de travail pour toucher un salaire minimum

Cependant, l’Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB) n’est pas de cet avis. Elle affirme que la nouvelle stratégie de l’entreprise est bien plus radicale : « L’entreprise sous-traite autant qu’elle le peut », déclare Ambet Yuson (55 ans), le secrétaire général de l’IBB. Il en va de même pour les travailleurs. Holcim remplace de plus en plus d’employés permanents par des contractuels. Près de 100 000 sous-traitants travaillent pour le groupe à l’échelle mondiale.

C’est ainsi qu’Holcim fait des économies. Par exemple, les contractuels travaillant à l’usine d’Holcim à Davao, aux Philippines, perçoivent des salaires de deux tiers inférieurs à ceux des employés permanents. Ils travaillent sept jours par semaine pour toucher ce salaire minimum. Contrairement aux employés permanents, ils n’ont droit à aucun congé annuel ni à aucune prestation, et doivent payer eux-mêmes leurs équipements de protection coûteux.

Ce système fonctionnait bien pour Holcim jusqu’à ce que les Philippines adoptent une nouvelle loi pour limiter le recours aux contractuels. En 2019, les autorités ont exigé des entreprises qu’elles embauchent les ouvriers dans certaines zones sur la base de contrats permanents.

### « Holcim exploite les travailleurs contractuels ! »

En réaction, l’entreprise a licencié 141 contractuels à Davao, sur l’île de Mindanao. « Cela a été un choc », déclare Gilbert Dusal (31 ans). Ce conducteur de machine de chargement fait partie de ceux qui ont été licenciés, de même que son père. « Holcim exploite les travailleurs contractuels ! » affirme Gilbert Dusal. « Et maintenant, ils nous mettent à la porte ! »

L’entreprise a par la suite réintégré 30 des travailleurs licenciés. Aucun syndicaliste ne figurait parmi eux, ce qui était frappant. « C’est un choix délibéré », affirme Michael Ibanez (47 ans), un syndicaliste de la région de Davao. « Le groupe se débarrasse des travailleurs qui jouent un rôle actif dans les syndicats. » Après les licenciements de masse, Michael Ibanez a organisé des grèves devant l’usine de Davao.

Cependant, Holcim a nié leur droit de grève, selon lui. « Ils appelaient systématiquement la police, qui a intimidé et dispersé les manifestants. »

### D’autres procédures sont en cours

Une campagne a été lancée sur les réseaux sociaux contre les grévistes. Ils ont été menacés par des malfrats devant l’usine d’Holcim. Les syndicalistes ont demandé à l’entreprise de condamner les attaques. « Mais Holcim n’a rien fait », affirme Michael Ibanez. « En réalité, le groupe a tout intérêt à nous faire taire. » Le groupe conteste ces affirmations : « Nous avons condamné ces actions ». Il souligne également que : « Tous les employés et contractuels touchés par la restructuration ont été traités de manière appropriée et indemnisés ».

Les travailleurs licenciés ne sont pas de cet avis et comptent porter l’affaire en justice. « Le groupe essayait de renvoyer la responsabilité aux sous-traitants », déclare Michael Ibanez. « Pourtant, selon les directives internationales, l’entreprise est également responsable de ses travailleurs contractuels. » C’était également l’avis de la Cour d’appel des Philippines. Elle a obligé le groupe à réintégrer douze des contractuels qui avaient été licenciés, en tant qu’employés permanents qui plus est. D’autres procédures sont en cours.

### Le groupe exploite ses employés

Le Secrétariat d’État à l’économie (SECO) de la Suisse participe aux procédures de médiation liées aux événements qui se déroulent aux Philippines. Demain, lundi, il publiera son rapport final.

Cependant, les événements de Davao ne constituent pas un incident isolé, d’après l’IBB. Le syndicat prétend que le groupe exploite systématiquement les contractuels et prend des mesures contre les syndicalistes. « Le groupe exploite ses travailleurs et nie tout devoir de protection à leur égard », affirme Ambet Yuson, le secrétaire général de l’IBB. « Ces pratiques doivent cesser. »

Holcim se défend contre ces accusations. Le groupe soutient que la main-d’œuvre n’est pas la seule à avoir perdu 30 % de ses effectifs au cours des cinq dernières années : « Cela vaut aussi pour les sous-traitants ». Il affirme œuvrer en pleine conformité avec les lois du travail du pays concerné ainsi qu’avec les directives internationales. « Nous maintenons une ligne de communication ouverte pour la résolution des conflits et nous partageons régulièrement des informations sur les évolutions de l’entreprise. »